

## EXPOSE DES MOTIFS

La loi de finances de l'exercice 2018 s'inscrit dans la droite ligne des missions confiées au Gouvernement d'Union Nationale. Il s'agit de :

1. l'organisation des élections crédibles, libres, transparentes et apaisées ;
2. l'arrêt de la dégradation de la situation économique du pays ;
3. l'amélioration des conditions des vies de la population ;
4. la restauration de la sécurité des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national.

Cette loi s'élabore dans un contexte caractérisé : sur le plan politique et sécuritaire, par la persistance des foyers de tension dans le grand Kasaï et le Katanga, la résurgence des groupes armés dans le grand Kivu et la poursuite des opérations d'enrôlement des électeurs ainsi que la publication du calendrier électoral.

- **Sur le plan économique, financier et social** par (i) la poursuite de la mise en œuvre des objectifs définis dans le Programme d'action du Gouvernement approuvé par l'Assemblée nationale le 14 mai 2017, visant notamment la stabilisation et la relance de l'économie nationale, (ii) la restauration progressive des équilibres macroéconomiques attestée par la décélération du rythme de dépréciation du taux de change et de l'inflation, (iii) la signature des protocoles d'accord entre le Gouvernement et certaines corporations syndicales, suite aux revendications de diverses catégories socioprofessionnelles, (iv) ainsi que l'augmentation du nombre des déplacés internes suite aux conflits intercommunautaires et la résurgence de certaines épidémies.
- **Sur le plan des réformes** par (i) la poursuite de la mise en œuvre de la réforme administrative à travers la mise à la retraite, le rajeunissement de l'Administration publique, l'opérationnalisation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat et des cadres organiques et par (ii) la réforme des finances publiques par l'élaboration d'un budget à blanc, dans la perspective du basculement de la budgétisation en mode programme ainsi que le lancement de la réforme du système fiscal en RDC.